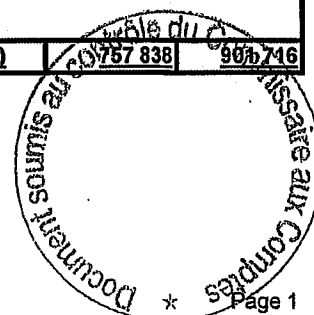
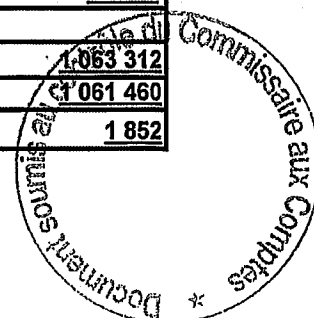


BILAN

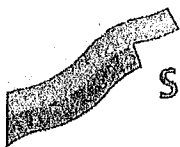
ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amorts & provis	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobil incorporelles	0	0	0	0
Immobil corporelles	597 691	257 809	339 882	365 013
Immobil financières	15	0	15	15
Total II	597 706	257 809	339 897	365 028
ACTIF CIRCULANT				
Avces, acptes versés	0		0	0
Autres créances	79 155		79 155	74 092
Disponibilités	334 873		334 873	445 723
Chges const d'avance	3 913		3 913	16 873
Total II	417 941		417 941	536 688
TOTAL GAL (I à III)	1 015 647	257 809	757 838	901 716
PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023		
FONDS PROPRES				
Fds associatif sans dt de rep	35 184	35 184		
Réserv. Pour projets entité	137 242	135 390		
Excédent ou déficit de l'année	-18 651	1 852		
<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>153 775</i>	<i>172 426</i>		
Subventions d'invest.	101 164	107 057		
Total I	254 939	279 483		
FONDS DEDIEES	54 614	75 790		
Total II	54 614	75 790		
PROVISIONS	237 732	242 231		
Total III	237 732	242 231		
DETTES				
Dettes auprès ets bancaires	119 740	140 738		
Dettes fourniss & cptes ratt.	14 287	33 121		
Dettes fiscales & sociales	71 805	121 719		
Autres dettes	1 271	1 914		
Prodts constatés d'avance	3 450	6 720		
Total IV	210 553	304 212		
TOTAL GAL (I à IV)	757 838	901 716		



COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Produits de Tiers Financeurs	818 461	883 905
Reprise s/amorts, dépréciat, provis & transferts de chges	46 796	54 236
Utilisation des fonds dédiés	75 790	92 992
Autres produits	6 997	4 133
TOTAL I	948 045	1 035 266
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats & charges externes	158 083	161 932
Aides financières octroyées (charges pour cpte d'autrui)	25 516	25 024
Impôts, taxes & versements assimilés	37 433	37 471
Salaires & traitements	491 760	511 166
Charges sociales	164 360	174 480
Dotations aux amortissements & dépréciations	25 776	26 579
Dotations aux provisions	22 591	37 006
Reports en fonds dédiés	54 614	75 790
Autres charges	129	42
TOTAL II	980 262	1 049 490
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-32 217	-14 224
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts & produits financiers	7 538	5 276
TOTAL III	7 538	5 276
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts & charges assimilées	2 754	3 190
TOTAL IV	2 754	3 190
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	4 784	2 086
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)	-27 433	-12 138
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 699	4 138
Sur opérations en capital	5 893	5 893
Transfert de charges exceptionnelles	0	12 738
TOTAL V	10 592	22 769
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 810	8 700
Sur opérations en capital	0	80
TOTAL VI	1 810	8 780
3. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 782	13 989
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	966 175	1 063 312
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)	984 826	1 061 460
EXCEDENT OU DEFICIT	-18 651	1 852



I.P.



SOBRECOMO

Gestion comptable

Gestion sociale

Conseil

Audit

SOBRECOMO MORLAIX

Direction et siège social

26 allée Saint François
29600 St-Martin-des-Champs

T 02 98 88 04 48

F 02 98 63 39 79

contact.morlaix
@sobrecomo.fr

Siret : 637 120 809 00107

SOBRECOMO LESNEVEN

1 avenue Fernand Le Corre
BP 19

29260 Lesneven

T 02 98 83 16 06

F 02 98 83 08 92

contact.lesneven
@sobrecomo.fr

Siret : 637120 809 00081

SOBRECOMO GUIPAVAS

160 rue Robert Schuman
ZAC de Prat-Pip Sud
29490 Guipavas

T 02 29 02 97 02

contact.lesneven
@sobrecomo.fr

Siret : 637120 809 00115

Site internet :

www.sobrecomo.fr

SA au capital
de 130.830 €
TVA: FR 40 637 120 809



Société
d'expertise
comptable
inscrite
au tableau
de l'ordre
région
Bretagne

« Mission Locale Centre Ouest Bretagne »

ASSOCIATION

36, rue de l'Eglise

29270 Carhaix Plouguer

RAPPORTS DE SOBRECOMO MORLAIX

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Représentée par Mme Ingrid PLE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I.P.

Mesdames, Messieurs les Membres
De La Mission Locale Centre Ouest
Bretagne

36, Rue de l'Eglise

29270 Carhaix Plouguer

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale Centre Ouest Bretagne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les

I.P.

appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Vérification de l'exhaustivité des subventions
- Analyse de la coupure d'exercice et du correct rattachement des charges et produits

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Président et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

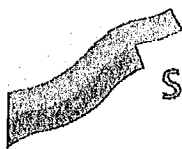
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Morlaix,
Le 26 mars 2025.

SA SOBRECOMO
Commissaire aux Comptes
Représentée par Ingrid PLE

Ingrid PLE

✓ Certified by  yousign



SOBRECOMO

Gestion comptable

Gestion sociale

Conseil

Audit

SOBRECOMO MORLAIX

Direction et siège social

26 allée Saint François
29600 St-Martin-des-Champs

T 02 98 88 04 48

F 02 98 63 39 79

contact.morlaix
@sobrecomo.fr

Siret : 637 120 809 00107

SOBRECOMO LESNEVEN

1 avenue Fernand Le Corre

BP 19

29260 Lesneven

T 02 98 83 16 06

F 02 98 83 08 92

contact.lesneven
@sobrecomo.fr

Siret : 637120 809 00081

SOBRECOMO GUIPAVAS

160 rue Robert Schuman

ZAC de Prat-Pip Sud

29490 Guipavas

T 02 29 02 97 02

contact.lesneven
@sobrecomo.fr

Siret : 637120 809 00115

Site internet :

www.sobrecomo.fr

SA au capital

de 130.830 €

TVA : FR 40 637 120 809



Société
d'expertise
comptable
inscrite
au tableau
de l'ordre
région
Bretagne

« Mission Locale du Centre Ouest Bretagne »

ASSOCIATION

36, rue de l'église

29270 CARHAIX

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames et Messieurs les adhérents
De la Mission Locale
du Centre Ouest Bretagne
36, rue de l'Eglise

29270 CARHAIX

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs,
Les membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis de convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

• **Conventions signées avec la région Bretagne**

Personnes concernées : M. CHESNAIS-GIRARD Loïg, Président du Conseil Régional de Bretagne et membre du CA du collège 1 ; Son représentant, M. ROBIC Guillaume, Conseiller régional

Modalités :

Une convention entre la région Bretagne et votre association a été signée le 22 avril 2024 au titre de l'année 2024. Cette subvention a pour objet le financement des missions d'accueil de conseil et d'accompagnement et de suivi des jeunes dans la Mission Locale. Le montant de la subvention est de 89 127 €.

Le montant comptabilisé en produits s'élève à 89 127 €.

Modalités :

Une convention de partenariat relative au financement de la mise en œuvre de l'Accompagnement à la Qualification pour 25 jeunes a été signée le 22 avril 2024, reconductible. Cette aide concerne l'année 2024. Le montant de l'aide s'élève à 250 € par jeune suivi.

Le montant comptabilisé en produits s'élève à 1 750 € pour 7 jeunes.

- **Conventions signées avec le Conseil Départemental 22**

Personnes concernées : M. COAIL Christian, Président du Conseil départemental des Côtes d'Armor et membre du CA du collège 1 ; et sa représentante Mme FERCOQ Marie-José, Conseillère départementale des Côtes d'Armor.

Modalités :

Une convention a été signée 11 avril 2024 relative à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Cette convention est applicable au titre de l'année 2024. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 23 500 €.

Le montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2023 s'élève 23 500 €.

Modalités :

Une convention s'est prolongée, relative à la gestion déléguée du fonds départemental d'aides aux jeunes, ainsi que son avenant applicable au titre de l'année 2023. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 5 507.35 €.

- **Convention signée avec le Conseil Départemental 56**

Personnes concernées : M. LAPPARTIENT David, Président du Conseil Départemental du Morbihan et membre du CA du collège 1 ; et sa représentante, Mme PERRAULT Soizic, Conseillère départementale du Morbihan.

Modalités :

Une convention a été signée le 23 août 2024 relative à la gestion déléguée du fonds départemental d'aides aux jeunes, ainsi que son avenant applicable au titre de l'année 2024. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 20 009 €.

Le montant de cette subvention comptabilisé en produits sur l'année s'élève à 20 009 €.

- **Convention signée avec le Conseil Départemental 29**

Personnes concernées : M. DE CALAN Maël, Président du Conseil Départemental du Finistère et membre du CA du collège 1 ; et son représentant M. MESSAGER Raymond, Conseiller départemental du Finistère.

Modalités :


Une convention a été signée 18 avril 2024 relative à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Cette convention est applicable au titre de l'année 2024. Le montant de l'aide relative au suivi socio professionnel des jeunes s'élève à 23 450 €.

Le montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2024 s'élève 23 450 €.

A Morlaix,
Le 26 mars 2025

SA SOBRECOMO MORLAIX
Commissaire aux Comptes
Représentée par Ingrid PLE

Ingrid PLE

✓ Certified by  yousign